

Les BRICS et Gaza : le refus de dénoncer le génocide et de prendre des sanctions

Éric Toussaint

Les BRICS+ sont une coalition hétéroclite rassemblant 10 pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud les 5 pays auxquels se sont ajoutés en 2024 l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, l'Éthiopie, l'Indonésie et l'Iran). Les BRICS+ maintiennent et renforcent leurs échanges avec le régime néofasciste de Netanyahou en lui fournissant des combustibles, des aliments et en lui achetant des armes. Il faut dénoncer les principaux responsables de la poursuite du génocide que sont le gouvernement des États-Unis, la Commission européenne, le gouvernement britannique et les autres États d'Europe occidentale. Mais il est ~~important~~ de critiquer sans concession l'attitude des BRICS+ car ils laissent les autorités israéliennes mener leur politique criminelle sans prendre la moindre sanction économique.

Dans la déclaration finale du sommet des BRICS publiée le 6 juillet 2025, les BRICS ne parlent **pas** de **génocide** pour décrire ce qui est en cours à Gaza. Les BRICS critiquent l'utilisation de la force par Israël dans les points 24 à 27 de leur déclaration, mais ils n'utilisent nulle part le terme « génocide » ou « nettoyage ethnique » ou « massacre ». Ce qui est frappant également, c'est que la partie de la déclaration du 6 juillet 2025 qui concerne Gaza est quasiment identique à ce qui se trouve dans la déclaration finale du précédent sommet des BRICS tenue en Russie à Kazan en octobre 2024 (point 30 de la déclaration finale, voir la version en anglais sur le [site officiel russe](#)). Comme si les preuves, qui s'accumulent chaque jour, concernant le génocide ne justifiaient pas d'employer clairement ce terme.

Dans leur déclaration finale, les BRICS ne proposent pas de sanction contre Israël. Ils ne proposent pas de rompre les différents accords qui les lient à l'État d'Israël. Pourtant le génocide en cours et les massacres de Gazaouis à la recherche de nourriture justifient et exigent des actions allant au-delà des protestations de la part des BRICS et d'autres États. Il faut des actes concrets et forts que seuls des gouvernements et des organismes multilatéraux peuvent prendre. Bien sûr les mobilisations de rue, les occupations de places ou d'université, les initiatives juridiques des organisations citoyennes sont fondamentales, mais elles ne remplacent pas les actions des États et des institutions internationales.

Or les BRICS ne prennent aucune mesure concrète contre le gouvernement israélien, aucun boycott, aucun embargo. Certes, l'Afrique du Sud a pris l'initiative d'une plainte contre Israël devant la Cour internationale de Justice de La Haye, ce qui est positif, mais elle a une pratique en contradiction avec cette action juridique. En effet, l'Afrique du Sud maintient des relations commerciales avec Israël, notamment en permettant à des sociétés sud-africaines d'exporter régulièrement par bateau des cargaisons de charbon vers Israël.

En plus de l'Afrique du Sud, la Russie, le Brésil, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et la Chine poursuivent la vente de combustibles (pétrole, gaz, charbon...) à Israël. C'est une aide importante envers le gouvernement israélien qui a besoin de diversifier ses sources d'approvisionnement en matière énergétique pour poursuivre son effort de guerre et son

fonctionnement normal, pour éviter que le mécontentement de la population israélienne n'augmente dans des proportions incontrôlables.

Nous allons passer en revue de manière sommaire les relations entretenues par les principaux pays membres des BRICS+ avec Israël.

La Chine entretient des relations commerciales florissantes avec Israël

La Chine est le principal fournisseur commercial d'Israël. La Chine a exporté vers Israël pour une valeur de 13 milliards de dollars en 2022, de 16 milliards en 2023 et pour 19 milliards de dollars en 2024. La croissance se poursuit en 2025. Le volume pourrait dépasser largement les 20 milliards de dollars si aucune mesure de limitation ou de boycott n'intervient.¹

Précisons que si on prend les pays de l'UE en bloc, c'est l'UE qui est le principal fournisseur d'Israël avec un montant d'environ 26 milliards de dollars exportés vers Israël en 2024. En réalité, chaque pays de l'UE fournit Israël séparément et parmi eux c'est l'Allemagne, avec environ 6 milliards de dollars, qui vient en tête au niveau des exportations vers Israël. C'est pour cela que la Chine peut être considérée comme le premier fournisseur (avec 19 milliards d'exportation de la Chine vers Israël en 2024) et les États-Unis comme le deuxième fournisseur (avec un montant d'un peu plus de 9 milliards de dollars d'exportations vers Israël en 2024).

Parmi les produits manufacturés vendus par la Chine à Israël, on trouve des drones qui à l'origine ne sont pas destinés à un usage militaire mais qui sont transformés en armes par les militaires israéliens pour tuer des civil·es palestinien·es. C'est ce dont témoigne [une enquête réalisée par le média indépendant israélien +972 Magazine](#) qui indique que ces drones sont produits par l'entreprise privée chinoise [Autel Robotics](#) (basée à Shenzhen) qui produit des drones EVO.

Dans un [article publié Euro-Med Monitor](#), une ONG indépendante basée à Genève (Suisse), dénonçait déjà en février 2024 l'utilisation par les militaires israéliens des drones produits par AUTEL Robotics. Cette ONG qui se consacre à la documentation des violations des droits de l'homme dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord (MENA) et Europe avait demandé aux entreprises chinoises notamment AUTEL de se conformer au droit international. Cela n'a pas été suivi d'effet.

Des drones civils fabriqués par une autre entreprise chinoise sont également utilisés par l'armée israélienne dans la guerre contre la population palestinienne de Gaza. Il s'agit de drones fabriqués par [DJI \(Da-Jiang Innovations\)](#), qui est une entreprise privée chinoise basée à Shenzhen (Chine), leader mondial de la fabrication de drones civils et professionnels. Voir l'article publié par *Al Jazeera* le 8 mai 2025 : [« Israel retrofitting DJI commercial drones to bomb and surveil Gaza »](#).

Comme l'écrit Francesca Albanese, rapporteuse spéciale auprès des Nations unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés, dans son rapport intitulé « De l'économie de l'occupation à l'économie du génocide » rendu public en juin 2025 :

« 20. Lorsque des entités commerciales poursuivent leurs activités et leurs relations avec Israël – avec son économie, son armée et ses secteurs public et privé liés au

¹ Les montants indiqués proviennent notamment de [cette source](#).

territoire palestinien occupé – elles peuvent être reconnues coupables d’avoir sciemment contribué à : (a) la violation du droit des Palestiniens à l’autodétermination ; (b) l’annexion du territoire palestinien, le maintien d’une occupation illégale et, par conséquent, le crime d’agression et les violations des droits humains qui y sont associés ; (c) Les crimes d’apartheid et de génocide ; (d) d’autres crimes et violations accessoires. 21. Les lois pénales et civiles de diverses juridictions peuvent être invoquées pour tenir les entités corporatives ou leurs dirigeants responsables des violations des droits humains et/ou des crimes relevant du droit international. »²

Il incombe donc aux autorités du pays où ces entreprises sont basées et aux entreprises elles-mêmes d’éviter toute forme de complicité avec les autorités israéliennes, cela vaut pour la Chine comme pour le reste de la planète.

Importants investissements chinois en Israël

La Chine a réalisé d’importants investissements dans deux ports israéliens d’une importance stratégique, le [port de Haïfa](#) et le [Port d’Ashdod](#), tous deux situés sur la Méditerranée. La société chinoise China Harbor Engineering Company, filiale de China Communications Construction Company, a modernisé et développé le terminal portuaire d’Ashdod. Ce projet a permis d’augmenter les capacités des installations portuaires et d’améliorer les infrastructures pour répondre à la croissance du commerce international. Le port d’Ashdod est l’un des principaux hubs commerciaux d’Israël. Sa modernisation a renforcé sa position stratégique dans la région, facilitant ainsi les échanges entre la Chine et Israël, notamment dans le cadre de la nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative ou BRI). La China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), une autre grande société chinoise, a acquis une part importante du terminal à conteneurs de Haïfa, dans le cadre d’un partenariat avec le gouvernement israélien. Ce projet, tout comme celui d’Ashdod, a permis à Israël d’attirer des investissements dans l’amélioration des infrastructures portuaires. Au-delà des ports, les entreprises chinoises investissent également dans d’autres secteurs des infrastructures, comme les transports, l’énergie et la haute technologie. Des projets dans le domaine des technologies de transport intelligent, de l’intelligence artificielle, de la cybersécurité et des télécommunications sont en cours de développement, avec la participation de grandes entreprises chinoises comme Huawei et ZTE.

Les bonnes relations entre le gouvernement russe et le gouvernement israélien

Il est de notoriété publique que Vladimir Poutine et Benyamin Netanyahou ont une bonne opinion l’un de l’autre même si la Russie critique publiquement l’Israël pour sa politique au Proche-Orient. Jusqu’ici, dans aucune de ses déclarations, Poutine n’a dénoncé le génocide en cours à Gaza. Par contre, il a utilisé très souvent le terme génocide pour justifier l’invasion de l’Ukraine et l’annexion d’une partie de son territoire. Dans son discours du 24 février 2022 pour justifier l’« opération militaire spéciale » en Ukraine, Poutine a déclaré :

« Notre objectif est de protéger les personnes victimes de génocide de la part du régime de Kiev depuis huit ans. Nous nous efforcerons de démilitariser et dénazifier l’Ukraine. »³.

² Le rapport complet en anglais est disponible [en ligne](#).

³ Dans une [interview avec Tucker Carlson](#), datant du 9 février 2024, Poutine a affirmé que « L’Ukraine, sous contrôle occidental, a mené une guerre contre sa propre population dans le Donbass. Des enfants, des femmes,

Il faut également noter que le 1^{er} juillet 2025, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères de Russie, quelques jours avant de se rendre au sommet des BRICS à Rio, a déclaré :

« Nous constatons avec satisfaction que le chef du nouveau gouvernement israélien Benjamin Netanyahu s'est prononcé deux fois en un mois pour régler le problème palestinien avec une solution à deux États. [...] Il faut garder un œil sur la situation dans la bande de Gaza, dont la population continue d'éprouver de graves difficultés humanitaires. Il faut entreprendre des démarches pour lever le blocus ou tout au moins le réduire. » (voir la [déclaration complète](#) sur le site officiel du ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie).

Comme on peut le constater dans cette déclaration, il n'y a pas de la part de Sergueï Lavrov de dénonciation du génocide en cours et son attitude à l'égard du premier ministre néofasciste Benjamin Netanyahu est positive, ce qui est tout à fait inadmissible.

Israël dépend toujours partiellement de la Russie pour son alimentation (céréales) et pour l'énergie (pétrole, gaz, charbon), malgré les tensions géopolitiques. Israël exporte vers la Russie des produits à forte valeur ajoutée : agro-produits, matériel médical, chimie et électronique. Israël a un déficit commercial important avec la Russie. En 2023, le volume du commerce avait baissé suite aux sanctions prises contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine, mais en 2024, il a rebondi. Le volume des échanges atteignait 3,5 milliards en 2022, a chuté à 2,6 milliards en 2023 et a rebondi à 3,9 milliards en 2024. En résumé, Israël, dans la pratique, n'applique pas les sanctions occidentales à l'égard de la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine et la Russie n'applique pas de sanction à l'égard d'Israël malgré le génocide en cours.

Commerce d'armes entre l'Inde et Israël

Le volume du commerce entre l'Inde et Israël est en croissance et se situe autour de 10 milliards de dollars. L'Inde fournit des produits pétroliers à Israël, des diamants et autres pierres précieuses, des produits chimiques et pharmaceutiques ainsi que des armes (dont des drones).

Israël fournit des armes (missiles), des munitions, des systèmes de défense à l'Inde. Selon le site Moneycontrol.com, un des principaux site financiers en Inde, [le commerce des armes entre Israël et l'Inde a été multiplié par 33 en 10 ans, entre 2015 et 2024](#), atteignant en 2024, 185 millions de dollars US. Le magazine *New Internationalist* écrit dans son édition de janvier 2025 :

« Des entreprises indiennes telles qu'Adani-Elbit Advanced Systems India, Premier Explosives et l'entreprise publique Munitions India fournissent activement des drones et des armes à Israël alors que ce dernier poursuit sa guerre génocidaire contre la population de Gaza. En avril, soucieuse de ne pas compromettre ces accords, l'Inde s'est abstenue lors du vote d'une résolution de l'ONU appelant à un cessez-le-feu et à un embargo sur les armes à destination d'Israël. De son côté, Israël [a continué à fournir sans interruption du matériel militaire à l'Inde](#), ce qui représente un engagement important étant donné qu'Israël a postposé plus de 1,5 milliard de dollars

des personnes âgées ont été tués quotidiennement. Est-ce que ce n'est pas un génocide ? »

d'exportations d'armes vers d'autres pays depuis octobre 2023. Depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi en 2014, l'Inde est devenue un acteur clé dans le commerce des armes d'Israël. En tant que premier importateur mondial d'armes, ce pays d'Asie du Sud est devenu l'acheteur le plus fiable d'Israël, [représentant 37 % de ses exportations totales d'armes](#). »⁴

Rien n'indique une volonté de changement dans l'orientation pro-israélienne du premier ministre indien (présent en personne au sommet des BRICS à Rio en juillet 2025). L'Inde et Israël espèrent conclure un accord de libre-échange avant la fin de l'année 2025. En effet selon *Times of Israël* du 18 février 2025 :

« Israël et l'Inde cherchent à signer dès cette année un accord de libre-échange longtemps attendu, suite à la décision, par le président américain Donald Trump, de réorganiser les plans d'une route commerciale entre les États-Unis et l'Inde qui [passerait par Israël](#). »

En ce qui concerne les positions de l'Inde à propos de la Palestine, on a assisté à un changement important en faveur d'Israël surtout depuis l'élection de Narendra Modi. En 2017, il est devenu le premier Premier ministre indien à se rendre en Israël sans visiter la Palestine, rompant ainsi avec la tradition. Le gouvernement Modi a évité de critiquer directement Israël, en particulier lors des bombardements de Gaza (2014, 2021, 2023, 2024 et 2025) et des violences commises par les colons en Cisjordanie. À l'intérieur du pays, la solidarité avec la Palestine est de plus en plus attaquée, dénigrée ou délégitimée par la droite hindoue, en particulier dans le climat politique et idéologique façonné par le Bharatiya Janata Party (BJP) de Modi.

Les relations de l'Afrique du Sud avec Israël

Il n'y a aucun doute qu'il est très positif que le gouvernement d'Afrique du Sud ait déposé une plainte contre Israël le 29 décembre 2023 devant la Cour internationale de Justice (CIJ), le tribunal des Nations unies chargé de régler les différends entre États. Pretoria accuse Israël de violer la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans son assaut militaire à Gaza. La requête de l'Afrique du Sud avance ses accusations dans ce qu'elle dénonce comme le contexte plus large de la conduite d'Israël envers les Palestiniens pendant ses soixante-quinze ans d'apartheid, ses cinquante-six ans d'occupation belligérante du territoire palestinien et ses seize ans de blocus de la bande de Gaza. Dans sa décision du 26 janvier 2024, tout en n'accédant pas à la demande de l'Afrique du Sud d'exiger d'Israël la suspension de ses opérations militaires à Gaza, la Cour ordonne à Israël de prendre des mesures pour prévenir les actes de génocide dans la bande de Gaza. Depuis ce moment, Israël a malgré tout poursuivi le génocide du peuple palestinien à Gaza et a renforcé le blocage de l'aide humanitaire.

L'Afrique du Sud a contribué à créer, en janvier 2025, le « [groupe de La Haye](#) » pour coordonner des mesures juridiques et diplomatiques contre la politique d'Israël à Gaza. Selon la déclaration inaugurale, les principaux engagements consistent à exiger le respect des ordonnances de la Cour internationale de Justice et des mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre des dirigeants israéliens, à interdire le transfert d'armes ou de carburant (à des fins militaires) susceptible de servir dans le conflit et de bloquer l'accès

⁴ Mohammad Asif Khan, "[Partners in power: Israel, India and the arms trade](#)", 1 January 2025, *New Internationalist*.

aux ports des navires transportant du matériel militaire vers Israël. Les pays fondateurs du groupe sont l'Afrique du Sud, la Colombie, le Belize, la Bolivie, Cuba, le Honduras, la Malaisie, la Namibie et le Sénégal. Une réunion d'urgence a eu lieu à la mi-juillet 2025 à Bogota.

Du côté des BRICS, des quatre autres États fondateurs (Brésil, Russie, Inde et Chine), jusqu'ici, aucun ne s'est joint à la plainte de l'Afrique du Sud alors [que 15 États se sont joints d'une manière ou d'une autre à cette plainte](#). Parmi les cinq BRICS, seuls le Brésil, très tardivement, c'est-à-dire en juillet 2025, a annoncé son intention de se joindre dans le futur à la plainte contre Israël. Si on prend en compte les 10 pays qui composent en 2025 les BRICS, jusqu'ici seule l'Égypte s'est jointe à la plainte.

De la part de l'Afrique du Sud, ce qui est déplorable et très gravement incohérent par rapport à sa juste plainte contre Israël, c'est qu'elle continue à commercer avec ce pays notamment en fournissant du charbon. Selon certaines sources, [15 % du charbon consommé par Israël provient d'Afrique du Sud](#). Patrick Bond professeur d'université en Afrique du Sud a dénoncé régulièrement les livraisons de charbon sud-africain à Israël⁵. Selon Patrick Bond, l'argument principal avancé par les autorités de Pretoria pour justifier la poursuite de la fourniture de charbon à Israël, est que, dans le cas contraire, cela irait à l'encontre des règles de l'OMC. Ce à quoi Patrick Bond répond que cet argument n'est pas du tout sérieux, car ces dernières années, un nombre considérable d'États contreviennent aux règles de l'OMC sans que rien ne se passe. On peut ajouter que si l'Afrique du Sud mettait fin à son commerce avec Israël, son acte serait incontestablement légitime.

En effet, comme l'écrit Francesca Albanese, rapporteuse spéciale auprès des Nations unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés, au point 89 de son rapport intitulé « De l'économie de l'occupation à l'économie du génocide » :

« Les conglomérats extractifs et miniers, tout en fournissant des sources d'énergie civile, ont alimenté les infrastructures militaires et énergétiques d'Israël, toutes deux utilisées pour créer des conditions de vie visant à détruire le peuple palestinien. »

Signalons que ce rapport tout à fait fondamental a été rendu public fin juin 2025, avant le sommet des BRICS. Or la déclaration finale du sommet BRICS rendue publique le 6 juillet 2025 n'en fait pas mention.

Patrick Bond a rassemblé [un important dossier concernant le groupe sud-africain d'armement Paramount Group](#), dont le patron est Ivor Ichikowitz, pour dénoncer la collaboration étroite entre cette entreprise, Israël et les Émirats Arabes Unis (EAU). Bond dénonce notamment la collaboration de Paramount Group avec la société israélienne d'armement [Elbit](#). Son dossier intitulé « Le commerce entre l'Afrique du Sud et Israël comprend-il des armements ? » (« [Does SA-Israel trade include armaments?](#) ») a été publié le 21 décembre 2024.

Patrick Bond, différents mouvements sud-africains et de nombreux activistes appellent les autorités de Pretoria à prendre des sanctions contre Israël en interdisant l'exportation de charbon vers ce pays et notamment en mettant fin à toutes les relations commerciales.

⁵ [Lire notamment](#) en anglais.

Les relations commerciales du Brésil avec Israël

Le volume du commerce entre le Brésil et Israël s'élève à un peu moins de 2 milliards de dollars. Le Brésil importe plus d'Israël qu'il n'exporte vers Israël. Le Brésil exporte du pétrole brut vers Israël, cela constitue 1/4 de ses exportations vers ce pays. Il exporte aussi de la viande qui représente environ 20 % de ses exportations et des graines de soja transgénique pour également 20 %. Le reste : du poulet casher, des armes, etc.

Commerce d'armes entre le Brésil et Israël

En 2024, le Brésil a exporté des armes vers Israël pour un montant limité (un peu moins de 2 millions de dollars) mais il s'agissait de [munitions de guerre](#). Le Brésil a importé en 2024 des [armes de guerre d'Israël](#) pour un peu moins de 9 millions de dollars. Le Brésil entretient donc un commerce des armes malgré le génocide et surtout maintient une coopération technologique notable dans le domaine de la défense, principalement avec l'entreprise israélienne [Elbit Systems](#) et sa filiale brésilienne Ares Aeroespacial e Defesa. Il faut savoir que la firme Elbit System est explicitement mentionnée dans le rapport et figure sur la liste des firmes d'armement qui collaborent directement au génocide selon le rapport de Francesca Albanese.

Au point 31 de son rapport, Francesca Albanese écrit :

« Le complexe militaro-industriel est devenu le pilier économique de l'État. Entre 2020 et 2024, Israël était le huitième exportateur d'armes au monde. Les deux plus grandes entreprises d'armement israéliennes – Elbit Systems, créée sous forme de partenariat public-privé puis privatisée, et l'entreprise publique Israel Aerospace Industries (IAI) – figurent parmi les 50 premiers fabricants d'armes au monde. Depuis 2023, Elbit coopère étroitement avec les opérations militaires israéliennes, en intégrant du personnel clé au ministère de la Défense, et a reçu le prix israélien de la défense 2024. Elbit et IAI fournissent un approvisionnement national essentiel en armement et renforcent les alliances militaires d'Israël grâce à l'exportation d'armes et au développement conjoint de technologies militaires. »

Elle ajoute au point 33 :

« Les drones, hexacoptères et quadricoptères ont également été des machines à tuer omniprésentes dans le ciel de Gaza. Les drones, largement développés et fournis par Elbit Systems et IAI, volent depuis longtemps aux côtés de ces avions de combat, surveillant les Palestiniens et fournissant des renseignements sur les cibles. Au cours des deux dernières décennies, avec le soutien de ces entreprises et la collaboration d'institutions telles que le Massachusetts Institute of Technology (MIT), les drones israéliens ont été équipés de systèmes d'armes automatisés et ont acquis la capacité de voler en formation en essaim. »

La collaboration entre le Brésil et Israël dans le domaine militaire par l'intermédiaire d'Elbit et sa filiale ARES est avérée. Par exemple, Ares a fourni des stations d'armes téléopérées (RCWS, REMAX) au Brésil dans le cadre d'un contrat d'environ 100 millions de dollars. La coopération va au-delà des échanges physiques, avec des transferts technologiques, co-production et formation via Elbit/Ares.

Par ailleurs, en avril 2024, sous pression du ministère de la défense, le programme VBCOAP (armored self-propelled howitzer) du Brésil a désigné le système ATMOS-2000 155mm monté sur camion (Tatra T-815 6×6) développé par Elbit Systems comme vainqueur d'un appel d'offres impliquant également le Caesar (France), le SH-15 (Chine) et le Zuzana 2 (Slovaquie/CZ). Le contrat initial prévoit l'acquisition de 36 obusiers : 2 unités devaient être livrées dans les 12 mois pour évaluation technique et opérationnelle au Brésil. Les 34 systèmes restants seront livrés annuellement jusqu'en 2034. Le montant total du marché est estimé à 150-200 millions de dollars, voire 210 millions de dollars selon certaines sources (voir le journal brésilien *The Rio Times*). Au moment où nous écrivons cet article, [le projet est «gelé» depuis octobre 2024](#) en raison des critiques du président Lula da Silva contre Israël et la guerre à Gaza. Toutefois, aucun décret exécutif d'annulation n'a été signé. Depuis l'annonce du gel du contrat, le ministère de la Défense brésilien et le chef de l'armée tentent de débloquer le dossier et persuader le président de procéder aux livraisons, notamment des deux unités prototypes pour tests opérationnel.

L'Égypte, qui est membre à part entière des BRICS, réprime la solidarité avec le peuple palestinien

Il faut d'abord souligner le fait que les autorités égyptiennes ont réprimé et empêché en juin 2025 des milliers de personnes provenant de dizaines de pays différents de se déplacer dans le pays pour rejoindre le poste frontalier de Rafah afin d'exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien, exiger la fin du génocide et soutenir la nécessité d'un cessez le feu. En effet, le 10 juin 2025, des militant·es venu·es de plus de 50 pays ont lancé la Marche mondiale pour Gaza, une initiative civile portée par une large coalition internationale pour dénoncer le blocus israélien et exiger l'ouverture d'un corridor humanitaire vers Gaza via le poste-frontière de Rafah. Cependant, les autorités égyptiennes ont empêché le déroulement de la marche, mobilisant dès le départ une campagne de diffamation médiatique contre les organisateurs. La répression s'est intensifiée par des arrestations (dans les rues, hôtels et restaurants), confiscations de passeports et destructions de téléphones, empêchement des convois de quitter le Caire. Des violences et mises en détention ont également été observées à Ismaïlia, où 200 militant·es ont été arrêté·es. [Plusieurs expulsions et refoulements à l'aéroport ont aussi été signalées](#). Le régime réprime systématiquement les manifestations pro-palestiniennes et même des gestes symboliques comme brandir un drapeau palestinien peuvent mener à des accusations de terrorisme.

L'Égypte fournit du matériel de construction à Israël et lui achète du gaz

En 2022, le commerce entre l'Égypte et Israël était estimé à environ 300 millions USD. En 2023, les échanges ont augmenté de 56% par rapport à 2022, soit un total estimé à environ 468 millions USD. En 2024, la croissance s'est accélérée en fin d'année, avec un bond de 168% au quatrième trimestre. Le principal produit acheté par l'Égypte à Israël est le gaz naturel. Le gaz « israélien » représentait 15-20% de la consommation égyptienne début 2025. L'Égypte fournit des quantités de plus en plus importantes de ciment qui permettent à Israël de développer ses colonies illégales en territoires occupés alors qu'elle détruit systématiquement et massivement des habitations et des infrastructures à Gaza et en Cisjordanie. Selon le site [enterprise.news](#) : « les exportations égyptiennes de ciment vers Israël ont explosé, multipliant leur volume par plus de 16 en 2024, pour atteindre 66,2 millions de dollars, contre seulement 3,8 millions en 2023, selon le Conseil des exportations de matériaux de construction. ». Israël est passé du 35^e rang des importateurs de ciment égyptien en 2022 au 4^e rang en 2024, ce qui coïncide avec la décision prise par la

Turquie en avril-mai 2024 de suspendre ses exportations de ciment vers Israël, faisant de l'Égypte son principal fournisseur alternatif. L'Égypte est complice du génocide en aidant Israël à faire face à des sanctions prises par la Turquie.

Collaboration militaire entre l'Égypte et Israël

Il existe une collaboration militaire secrète mais substantielle entre l'Égypte et Israël, malgré leur histoire conflictuelle (guerres de 1948, 1967, 1973). Depuis 2007, l'Égypte et Israël organisent de fait un blocus à l'égard de Gaza (restrictions sur la circulation biens et des personnes, surveillance des tunnels). L'Égypte et Israël mènent des opérations conjointes en détruisant des tunnels entre Gaza et l'Égypte (avec aide technologique israélienne). L'Égypte a acquis des systèmes de surveillance israéliens (dont des radars Elbit) via des intermédiaires européens. L'aide militaire apportée par les États-Unis à l'Égypte pour un montant de 1,3 milliard de dollars est octroyée à la condition que Le Caire collabore avec Israël. Les États-Unis veillent à ce que cette condition soit respectée.

Les Émirats Arabes Unis alliés d'Israël et des États-Unis

En 2020, sous l'égide du président Donald Trump, les [accords d'Abraham](#)⁶ débouchent sur la normalisation des relations entre Israël et les Émirats Arabes Unis. Le 29 août 2020, quelques semaines après l'annonce des accords d'Abraham, les Émirats ont abrogé la loi fédérale de 1972 qui interdisait les relations économiques avec Israël. Cette décision a rendu légaux les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux ; l'importation et la vente de produits israéliens ; la coopération scientifique, culturelle, technologique, etc. Avant cette abrogation, des relations de plus en plus étroites s'étaient progressivement établies.

Après les accords d'Abraham, le [Comprehensive Economic Partnership Agreement \(CEPA\)](#) a été signé le 31 mai 2022 et est entré en vigueur le 1er avril 2023, avec suppression ou forte réduction des droits de douane sur environ 96 % des lignes tarifaires et 99 % de la valeur des échanges. Ce traité vise à faire croître les échanges bilatéraux jusqu'à plus de 10 milliards de dollars dans les cinq ans suivant sa conclusion. Le conflit à Gaza a réduit en 2024 la visibilité des échanges, mais le commerce est resté actif et s'est accru. Pour preuve, le volume du commerce qui atteignait 2,5 milliards de dollars en 2022 atteindra selon les prévisions 5 milliards de dollars en 2025.

Selon [Bloomberg](#), il y a, en 2025, environ 600 entreprises israéliennes actives aux EAU et selon un rapport de Dubai Chamber (2023), plus de 200 entreprises émiraties ont noué des partenariats ou ouvert des activités en Israël depuis la normalisation des relations.

Le commerce des armes entre Israël et les Émirats Arabes Unis

Le commerce des armes est bien réel entre Israël et les Émirats depuis la normalisation en 2020. Il concerne principalement des systèmes anti-aériens (SPYDER, Barak 8, le Dôme de fer -Iron Dome-), des drones et technologies électroniques, et s'appuie aussi sur la coopération industrielle. Bien que les contrats spécifiques restent sensibles, le commerce s'est accéléré depuis 2022, avec une visibilité publique croissante depuis 2024–2025 via les salons

⁶ Les accords d'Abraham sont deux traités de paix entre Israël et les Émirats Arabes Unis d'une part et entre Israël et Bahreïn d'autre part. Le premier, entre Israël et les Émirats Arabes Unis, est annoncé le 13 août 2020 par le président des États-Unis Donald Trump. Ils sont signés le 15 septembre 2020 à la Maison-Blanche à Washington, accompagnés d'une déclaration tripartite signée aussi par le président américain en tant que témoin. Ces accords sont prolongés par ceux avec le Soudan, et le Maroc. [Source](#).

d'armement comme [le salon IDEX](#) qui a lieu tous les deux ans. Lors de l'exposition IDEX tenue en février 2025, [34 firmes israéliennes spécialisées dans l'armement étaient présentes](#). La société émiratie [EDGE](#) spécialisée dans l'armement collabore activement avec les entreprises israéliennes du secteur de l'armement comme Elbit, Rafael, IAI, RT, Thirdeye.

Collaboration directe des forces armées émiraties avec l'armée israélienne

Il y a une collaboration militaire même si elle n'est pas officiellement revendiquée par les deux parties. Cette collaboration s'explique d'ailleurs en partie par l'hostilité de ces deux pays à l'égard de l'Iran et de son influence dans la région. Il en va de même de leurs intérêts communs contre les Houthis au Yémen.

Depuis le début de la guerre au Yémen en 2015, les Émirats Arabes Unis ont accru leur présence militaire dans la région, notamment sur l'île principale de Socotra, officiellement yéménite. Les EAU ont occupé cette île, y ont installé une base militaire et coopèrent sur place avec l'armée israélienne. [L'archipel de Socotra](#), situé au large du Yémen dans l'océan Indien, contrôle des voies maritimes cruciales entre la mer Rouge et le golfe d'Aden. Environ 20 000 navires de transport passent chaque année à proximité de l'archipel de Socotra, dont 9 % visant l'approvisionnement mondial annuel en pétrole.

Les EAU collaborent aussi avec Israël, l'Inde et plusieurs pays de l'UE (Italie, Allemagne, France, Grèce) dans le projet d'une voie terrestre reliant le golfe de Dubaï au port de Haïfa au travers de la péninsule arabique via Riyad en Arabie saoudite afin d'éviter le passage par le canal de Suez pour le commerce Asie-Europe. Il s'agit aussi d'une certaine manière de développer une alternative aux nouvelles routes de la soie développées par la Chine.

La collaboration des EAU avec les États-Unis sur le plan militaire

Il est important de souligner que les EAU sont le seul pays membre des BRICS à avoir sur son territoire une base militaire permanente des États-Unis, ce qui a évidemment des liens avec la politique de collaboration avec Israël. La présence militaire des États-Unis aux Émirats arabes unis (EAU) est importante, stratégique et durable, s'inscrivant dans une coopération bilatérale de défense renforcée depuis la guerre du Golfe en 1991. À proximité de la capitale des EAU, les États-Unis disposent d'une base militaire accueillant des avions de chasse (F-22, F-35 occasionnellement), des avions de surveillance (AWACS, JSTARS), des drones armés (MQ-9 Reaper), des avions ravitailleurs, etc. Cette base constitue une plateforme logistique clé pour les opérations américaines dans le Golfe Persique, en Irak et en Syrie, pour le commandement CENTCOM (Middle East/Asie centrale) et pour la surveillance de l'Iran. Les effectifs sont d'environ 2 000 à 3 000 militaires états-uniens stationnés de façon permanente ou de manière rotative. Les États-Unis ont déployé aux EAU des systèmes de défense antimissile comme les Patriot PAC-3. Les EAU collaborent avec la Cinquième Flotte américaine, basée à Bahreïn. Les EAU participent à des exercices navals conjoints et à des initiatives comme la Coalition internationale pour la sécurité maritime dans le détroit d'Hormuz. Les EAU garantissent un accès aux ports émiratis pour la flotte américaine et ses alliés.

Conclusions

L'analyse détaillée des positions et des pratiques des pays membres des BRICS face au génocide en cours à Gaza révèle une contradiction flagrante entre leurs discours officiels – souvent centrés sur le droit international, le multilatéralisme et la souveraineté des peuples – et leurs actes concrets comme c'est le cas de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou des actions des EAU. En tant que BRICS+, les dix États membres se refusent à désigner comme tel le crime de génocide en train d'être perpétré à Gaza, pourtant largement documenté et dénoncé par des instances internationales et par Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies.

Dans les faits, les BRICS n'ont pris en commun aucune mesure forte : pas de sanctions, pas de rupture des relations diplomatiques ou économiques, pas d'embargo, ni même de suspension symbolique de la coopération avec Israël. Au contraire, pour la majorité d'entre eux, les relations commerciales – notamment dans les domaines stratégiques de l'énergie, des technologies de surveillance, des infrastructures ou de l'armement – se sont poursuivies, voire intensifiées, en 2024 et 2025. L'Afrique du Sud fait certes figure d'exception par sa plainte devant la CIJ, mais cette action très positive est en contraction par la poursuite des exportations de charbon vers Israël et d'autres relations commerciales.

Le double langage diplomatique souligne une vérité fondamentale : malgré leur rhétorique sur un "ordre mondial plus juste", les BRICS défendent avant tout leurs intérêts géopolitiques, économiques ou sécuritaires, souvent au détriment des principes de justice internationale. Cette réalité met en échec les espoirs placés par certains secteurs progressistes dans la possibilité d'un pôle alternatif incarné par ce « bloc ».⁷

Éric Toussaint est historien et politologue. Il est le porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM).

⁷ L'auteur remercie pour leur relecture et pour leurs conseils Gilbert Achcar, Omar Aziki, Patrick Bond, Joseph Daher, Sushovan Dhar, Fernanda Gadea, Gabriella Lima, Jawad Moustakbal, Maxime Perriot et Claude Quemar. L'auteur est entièrement responsable des opinions qu'il exprime dans ce texte et des erreurs éventuelles qu'il contient.